

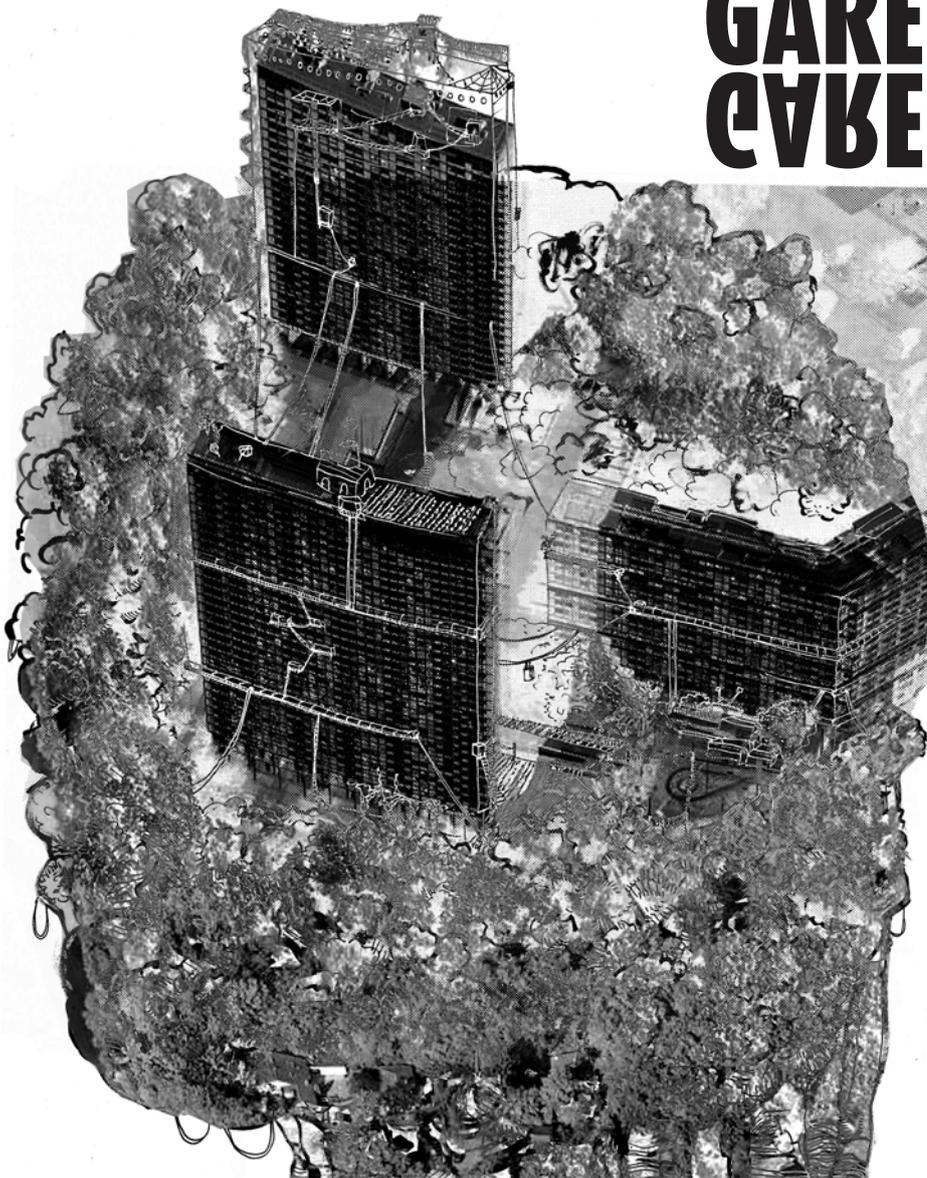
JUIN 2013 - N°100 - LES GRIFFES DE LA GENÈVE RÉPRESSIVE

ESQUIVE

Le lundi 15 avril aux Accacias, des policiers cagoulés font irruption chez un petit revendeur d'herbe et lui tirent une balle dans le ventre alors qu'il n'est pas armé. Deux semaines plus tard à la Servette, des flics se trompent de porte lors d'une perquisition et font irruption dans l'appartement d'une famille. Personne n'est à l'abri de voir des pandores cagoulés et armés jusqu'aux dents débarquer chez soi et de se faire plaquer au sol avec violence. Personne? **Esquive** n'en est pas si sûr. Avez-vous déjà entendu parler de flics qui se trompent de porte lorsqu'ils font une descente à Coligny? En vérité, c'est toujours les mêmes qui subissent les bavures. C'est aussi toujours les mêmes qui finissent à Champ-Dollon. Peut-être est-ce la sécurité des riches qui fait l'insécurité des pauvres. La Brigade anti-criminalité (BAC) genevoise a arrêté 523 personnes depuis sa création en avril 2012, principalement des Maghrébins. Cette brigade, inspirée de la BAC française, est connue pour son comportement semblable à celui d'une bande. Source d'insécurité majeure dans certains quartiers, elle cible ceux qui n'ont pas la bonne couleur de peau et pas le bon statut social. Car à l'inverse, tous les riches ont toujours été les bienvenus à Genève.



GARE DESSUS OU EN DESSOUS?



Sur le site de la *Tribune de Genève*, les commentaires des lecteurs font penser que le débat sur l'extension de la gare Cornavin pourrait se nommer: « *Pour ou contre le quartier des Grottes?* »

Il y aurait ceux qui ne voient aucune raison de laisser ce quartier en l'état car il est « moche, ringard et ne rapporte rien à personne ».

Leurs opposants y voient une facette de Genève à préserver ; certains diront même que c'est un quartier historique. À quel titre? Disons plutôt, un quartier avec une histoire particulière qui donne le ton – et peut-être son impulsion – à la lutte menée par le Collectif 500. Car l'aspect le plus particulier des Grottes est qu'elles ont été un aimant à militants de gauche et que ce quartier est devenu leur bastion. Durant la lutte pour sa sauvegarde dans les années 1970, de nombreux locaux furent occupés par

des gens engagés dans des luttes variées. Aujourd'hui, les mêmes personnes sont installées dans les appartements joliment rénovés par la Ville de Genève.

Le contenu du débat sur l'extension de la gare dépasse la question de l'esthétique du quartier. La destruction des immeubles du bas du quartier et la grandiloquence du projet immobilier des CFF font de ce projet une absurdité urbanistique de plus dans le canton. Le Collectif 500 dénonce, à raison, le remplacement de plus de 300 logements par une gare

et des commerces hautement rentables pour les CFF. La spéculation étant le mot d'ordre dans l'immobilier, c'est tout bénéfice et on ne parle pas des royalties que touchera le canton. Des apparts contre de belles vitrines et, en prime, un décapage de la zone. Autant continuer le travail entamé et déplacer un peu plus encore,

Un quartier avec une histoire particulière qui donne le ton – et peut-être son impulsion – à la lutte menée par le Collectif 500.

à coup de marbre et de surveillance, ceux qu'on ne veut pas voir au centre-ville. Les usagers du Quai 9 et des jardins de Montbrillant seront, on n'en doute pas, mieux lotis à Vernier...

Avec sous le bras un contre-projet bien ficelé par les experts qu'il compte en son sein, le Collectif 500 propose une extension souterraine de la gare. Tout est calculé, imaginé et le combat peut avoir lieu. Il n'en jaillira que peu de sang. À part le lancement de l'initiative qui laisse sur le cul les parlementaires – qu'on aime voir dans cette position – et fait fi de « la politesse d'usage que l'on se doit d'utiliser quand on s'adresse aux gens qui donnent l'argent » (dixit le vert/libéral Alain Primatesta), c'est le pragmatisme qui règne. Le discours des opposants ne s'élève pas au-dessus de considérations techniques et financières. Jamais ne sont questionnées les raisons de l'agrandissement de la gare, ni pourquoi et pour aller où les gens se déplacent.

Domage! On aurait aimé voir le collectif envoyer balader le CEVA, les Verts libéraux et penser à une ville où les quartiers seraient reliés par des ponts de singes ou, dans une version plus futuriste, par des tubes à air propulsé: les gens ressembleraient à des noyaux de cerise se déplaçant si vite que la gare serait alors le dernier de leur soucis.

BOUGER, POURQUOI? POUR QUI?

Dans le grand débat pour une gare dessous ou une gare dessus, un point semble être impossible à questionner: le besoin de bouger plus et de bouger plus vite. N'osez pas remettre en question le grand dogme de la mobilité. Et si ce prétendu besoin n'était pas une fatalité, mais le résultat d'une politique bien précise des autorités ? Après avoir soldé à la mafia immobilière le centre-ville, après avoir laissé le champ libre à la spéculation et aux augmentations de loyer, les gens se déplacent vivre toujours plus loin. Le centre-ville se meurt, les proprios s'engraissent et on doit construire une nouvelle gare qui relance la spéculation. Et puis, pourquoi bouge-t-on ? Dans la grande majorité des cas, c'est pour aller travailler, bien sûr. Et pour aller faire nos achats. Pour produire, consommer et crever.

REPRENONS LA VILLE! Commençons par les Pâquis.

Les Pâquis sont pris en otage par les politicards qui prétendent de parler au nom des habitants du quartier.

À travers la "rénovation urbaine", ils veulent faire de ce quartier métis et populaire la nouvelle proie de la spéculation et de la ville disciplinaire. Sur-élévation, lofts et autres logements pour riches s'accompagnent de l'arrivée de 21 caméras de surveillance à haute définition qui fonctionnent 24h/24h; chasser les indésirables et les habitants historiques vont de pair.

Retrouvons-nous pour partager un repas, nos désirs et nos colères selon le bon dicton: "De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins."

Ils nous veulent enfermés chez nous devant la télé, ils nous auront dans la rue !

DES BANQUETS, PAS DES BANQUES!

Bouffe populaire tous les vendredis de juin à 18h Place de la Navigation

GENÈVE



SOMMEIL ET GALÈRE AU PAYS DES MERVEILLES

De Genève on voit les boulevards commerciaux, les banques et les appartements luxueux: une ville où il fait bon vivre. Pourtant, cette façade cache une misère trop souvent ignorée.

Les rues de Genève sont un champ de bataille pour les gens sans abri, sans point d'attache. Un monde en parallèle qui ne s'accorde pas aux tic-tacs des horloges suisses, mais qui suit au jour le jour les rythmes de la survie élémentaire: boire, manger, dormir, rester en vie. Qu'ils soient sans papiers, étrangers ou suisses, de moins en moins de gens sont à l'abri de se retrouver sans argent et sans toit.

Le stéréotype du clochard n'existe pas. Il n'y a pas un même fonctionnement pour toutes les personnes à la rue. Et bien que les chemins se croisent quotidiennement,

les personnes se retrouvent généralement par groupes ethniques, de même nationalité, de mêmes intérêts ou dépendances. Mais,

malgré ces regroupements et une misère commune, dans la rue

c'est chacun pour soi. À l'insécurité imposée par la police, les agences de sécurité et certains citoyens qui s'amuse quotidiennement à chasser les sans abris, s'ajoute l'insécurité permanente qui existe entre les différentes personnes ou groupes qui dorment et vivent dehors. Chaque geste qui peut paraître banal lorsqu'on a un toit et un certain confort (avoir et faire à manger, poser son lit, aller aux toilettes, etc...) sont une lutte quotidienne dans la rue. C'est peut-être difficile à imaginer, mais c'est cette misère, ce manque permanent, qui amène à ne

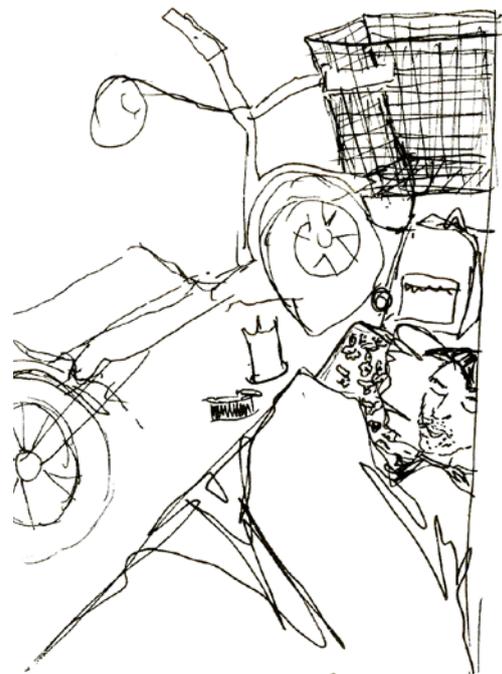
**Chaque geste,
qui peut paraître banal
lorsqu'on a un toit et un
certain confort,
est une lutte quotidienne
dans la rue.**

plus pouvoir avoir confiance. Dehors il est impossible de dévoiler ses plans débrouilles, ses lieux où il est à peu près possible de dormir tranquille, sous peine de perdre le peu que l'on a. Chaque relation que tu construis, aussi forte et indispensable soit-elle, peut s'écrouler en un claquement de doigts. Et c'est dans ces conditions que, tout d'un coup, tu croises des compagnons de galère avec qui tu vas partager presque tout ton temps. À plusieurs, c'est toujours plus facile d'avoir chaud et de défendre ce qu'on a. Cette insécurité va en grandissant, dans

une ville où il y a de moins en moins de logements accessibles. Dans une ville où, de fait, de plus en plus de personnes se retrouvent à la rue sans pour autant oser en parler. Une

ville où les mesures sécuritaires visant à empêcher les gens de dormir dehors augmentent (changement des bancs publics afin de ne plus pouvoir s'allonger dessus, généralisation des digicodes et allées fermées, rondes de polices et de sécus). Une ville où les peu d'endroits qui offrent des solutions d'urgences pour pouvoir manger ou dormir sont bondés, chers et imposent un contrôle social violent pour des personnes vivant en dehors des rythmes et moeurs de la société. Sans compter que ces lieux sont des solutions d'urgence et non des solutions à long

terme. Ceci n'est qu'une facette, parmi d'autres, de ce que c'est d'être à la rue. Les gens qui dorment dehors ne sont pas des chiens mais des gens à qui la vie a joué de mauvais tours. Il est difficile de sortir indemne de la rue (si on y arrive), et ce n'est en tous cas pas grâce à l'État et à son contrôle.



TOUR DU PROPRIO → 2 m²
CHAUFFAGE → CHALEUR CORPORELLE
LUMIÈRES → BOUCIES et
NÉONS INÉTEIGNABLES
TOILETTES → PAUS
CUISINE → ...
ESTIME DE SOI → NULLE

GRÈVE DES LOYERS, ET SYNDICATS PROPRIOS

En 1977, un vent de révolte souffle chez certains locataires genevois. Face à la hausse continue de leurs loyers, ils se mettent en grève contre leurs propriétaires. Seul hic, les propriétaires en question sont des syndicats qui font fructifier leur patrimoine.

De mars à octobre 1977, plusieurs centaines de locataires des « grands ensembles » des Avanchets, du Lignon et d'Onex entament une grève des loyers. Cette décision, prise en assemblée, représente le moment de radicalisation d'une lutte débutée entre 1975 et 1976. Elle s'opposait à une énième hausse des loyers (la dixième en douze ans à Onex) et, dans le cas des Avanchets dont le chantier vient d'être achevé, pratiquement consécutive à l'emménagement des locataires. Cette lutte a conduit les habitants à fonder des associations, qui se heurtent au mur que leur opposent les propriétaires, et à l'échec des démarches juridiques.

Resté presque méconnu, ce conflit a pris une forme inattendue et inédite en Suisse. Les habitants se sont retrouvés seuls face aux propriétaires et aux poursuites pour dettes qu'ils engagent, et à l'État et sa police (durant l'été 1977, les huissiers qui avaient jusqu'ici pu être repoussés forcent les serrures pour inventorier les valeurs saisissables). Les syndicats, copropriétaires d'une partie des appartements avec les associations patronales, participent à la répression tandis que les fractions radicales de la gauche institutionnelle semblent presque toutes se tenir en retrait du conflit.

Comment expliquer la sourde oreille des syndicats-propriétaires aux revendications des ha-

bitants et l'hostilité de l'institution officielle de protection des locataires, le Rassemblement pour une politique moncul-sociale du logement (RPSL) entraînant le refus de l'ASLOCA, son organe juridique, de défendre les grévistes ?

D'une part, la participation des syndicats socialistes à la cogestion des immeubles s'inscrit dans une sorte de « paix sociale du logement ». La gauche et les syndicats, à partir des années 1970, décident de valoriser les caisses de pensions par la construction de logements subventionnés, notamment au travers de la fondation Arc-en-ciel. Cette grande entreprise de planification urbaine ne peut pas s'embarasser des luttes autonomes de ceux qui sont pourtant les premiers concernés. S'ils n'arrivent pas à comprendre la logique qui anime les institutions officielles de la gestion urbaine, c'est qu'ils sont « manipulés par des gauchistes », accuse le RPSL. D'autre part, on assiste durant les mêmes années à la mise en place d'un cadre législatif améliorant la protection des locataires. Le conflit est donc jugé « inopportun » alors qu'au même moment l'initiative du RPSL est discutée au Grand-Conseil. Au soutien de l'action collective, le RPSL préférerait déjà la défense juridique individuelle assurée par l'ASLOCA, contribuant du même coup à la dépolitisation de la question de

l'habitat.

Les habitants grévistes se sont heurtés à une politique du logement d'où sont nécessairement exclus les premiers concernés.

Les maisons à ceux qui les habitent espérons-nous encore. Cette histoire, loin d'avoir été entièrement contée, nous montre au moins qui sont nos ennemis.



LA BONNE BLAGUE

Devinez combien coûte la location d'un quatre pièces non subventionné à Genève. Allez, devinez... Si l'on se fie aux annonces immobilières piochées dans un torchon au hasard, difficile de trouver quoique ce soit à moins de 3500.-

«Que nenni!» fanfaronnent les statistiques officielles du canton, qui annoncent, sans rire, une moyenne de 1424.- L'art de déformer la réalité a toujours ses mécènes.

« Le seul moyen d'enrayer sinon de résoudre la crise du logement est de construire vite et sur une vaste échelle. »

Une phrase de Marc Müller, de François Longchamps ou d'un autre baveux contemporain ? Non, une sortie à une séance du Grand Conseil de 1964. La crise du logement n'est pas un phénomène exceptionnel, même si à Genève il semble pathologique. La demande d'habitat est irréductible, ce qui n'est évidemment pas le cas de l'offre. L'immobilier doit donc être compris comme un idéal de reproduction du capital. La spéculation n'en est qu'un des outils, pas une dérive. On ne résoudra pas la crise et la pénurie de logements parce qu'elles exercent une

fonction primordiale dans le système économique qui continue d'appauvrir et d'enfermer les pauvres. Les réponses qui prétendent la résoudre – construire toujours plus et plus vite – ont par contre des effets directs. Standardisation, amoncellement de modules préconstruits, destruction et gentrification de quartiers populaires pour offrir du logement aux classes aisées et moyennes, exploitation de la main d'œuvre souvent étrangère, etc.. Limiter les habitants à des contenus d'immeuble reste la règle qui dicte la planification urbaine.

“DES ÉNERGUMÈNES SÈMENT LA PAGAILLE.”

Aujourd'hui, on parle de racailles ou de casseurs. Dans les années vingt, c'était les énergumènes qui menaçaient la tranquillité bourgeoise de Genève. Voici un court récit d'une journée qui n'intéresse visiblement pas les historiens.

Un article plus détaillé sur le sujet est publié sur esquive.noblogs.org.

Le 22 août 1927, après l'annonce de l'exécution de Sacco et Vanzetti, (voir encadré) un meeting rassemble 20'000 personnes au Palais électoral à Plainpalais, où se trouve actuellement l'Uni Dufour, et sur les places alentours. Après les discours, plusieurs milliers de personnes se dirigent vers le consulat des Etats-Unis. Mais elles sont bloquées par des policiers au Boulevard du Théâtre. Une formidable poussée tente d'enfoncer le barrage alors qu'une double haie de gendarmes la repousse. La foule réagit en sifflant, en criant « Mort aux vaches! » et en jetant des pierres. La police charge et arrête 6 personnes dont une femme qui, avec beaucoup de conviction, frappait les policiers avec son parapluie.

Léon Nicole, dirigeant du Parti socialiste, négocie leur libération en échange de la dissolution de la manifestation. Cependant, dès qu'ils sont libérés, un cortège de 2'000 personnes se forme et traverse le centre ville en détruisant des voitures, des vitrines de cinémas projetant des films américains et d'autres magasins sur son passage. À la Place des Alpes, lorsque deux agents tentent d'arrêter un émeutier, un des agents reçoit un coup à la tête qui lui arrache le cuir chevelu sur plusieurs centimètres tandis que l'autre se fait voler son revolver. Lorsque la manifestation arrive à la Place des 22-Cantons, la police arrête un manifestant et « tire en l'air » touchant mortellement un manifestant. La foule détruit ensuite toutes les vitres du poste de police de la rue Necker, saccage le bâtiment de la Société des Nations et retourne au consulat américain qui subit le même sort, les gendarmes étant visiblement occupés ailleurs. Le calme reviendra finalement aux alentours de minuit.

Sacco et Vanzetti

Après la Première guerre mondiale, on assiste aux Etats-Unis à une forte montée du syndicalisme. Les grèves pour des meilleurs salaires et une réduction du temps de travail donnent lieu à des affrontements violents entre grévistes et forces de l'ordre dans plusieurs grandes villes. C'est dans ce contexte qu'en 1920 les anarchistes immigrés d'origine italienne Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti sont arrêtés pour un braquage puis condamnés à mort malgré un manque de preuves formelles. Une campagne de solidarité internationale est lancée, ce qui fera de cette affaire un symbole de la lutte de classes de cette époque.



La force spontanée de la classe ouvrière

Cette émeute d'août 1927 démontre la capacité d'action d'une partie de la classe ouvrière genevoise. Durant les années 20 et 30, Genève était le théâtre de fortes tensions sociales. La paix du travail n'existait pas encore, les grèves étaient nombreuses. Le syndicat FOBB (Fédération Ouvrière du Bois et du Bâtiment) et sa Ligue d'action du bâtiment prônaient et pratiquaient l'action directe. Les patrons qui ne respectaient pas les conventions collectives se faisaient, par exemple, saccager leur chantier. À cette époque, on assiste également à la montée de l'extrême-droite genevoise. Les bagarres entre antifascistes et fascistes étaient courantes au centre ville. C'est dans ce contexte que l'exécution de Sacco et Vanzetti a déclenché une telle colère. Au lendemain de l'émeute, *le Travail*, organe du Parti socialiste, s'est empressé de condamner les émeutes et les émeutiers. Les dirigeants du mouvement ouvrier n'ont visiblement pas apprécié les initiatives de ceux qu'ils prétendent défendre. De nos jours encore, la gauche préfère entretenir la mémoire du 9 novembre 1932, où l'armée aurait tiré sur une foule sage et innocente plutôt que de se souvenir que la classe ouvrière avait une capacité d'action et une force spontanée qui faisait trembler plus d'un bourgeois.



Initiative prolétarienne contre un bourgeois dans les années 20 à Genève

Publicité



F.P.JOURNE Invenit et Fecit

VOUS RÊVEZ DE NE PLUS PERDRE VOTRE VIE À LA GAGNER!
F.P.JOURNE VOUS PROPOSE DES MONTRE DE LUXE EN SELF-SERVICE.
1 MONTRE OU 5 MOIS DE TRAVAIL À VOUS DE CHOISIR.



L'INFANTICIDE NOUS SAUVERA

Nos ennemis conservateurs (de la vie et du patriarcat) ont lancé une initiative visant à supprimer le droit au remboursement de l'interruption volontaire de grossesse. Leur motif? L'avortement est une affaire privée. Un peu comme la chirurgie esthétique en fin de compte. Ou comme le ski. Enfin, vous voyez. C'est vrai qu'étant donné que les capotes et la pilule sont gratuites, on aurait presque assez de sous pour se payer nos avortements.

Pour soutenir la cause, envoyez vos dons sur le CCP d'Esquive. Il est temps d'économiser... Ou de relancer la lutte.



ESQUIZZ!

Quel acquis social l'UDC (et autres connards) tente de bousiller?

- a. — Le droit de passer son permis de conduire
- b. — Le droit de rester à la maison s'occuper de nos enfants.
- c. — Le droit au remboursement de l'IVG

Solution: ... est encore temps
Avorton pendant qu'il

PÈZE, PARKINGS ET POLITIQUE À PLAN-LES-OUATES

Il existait, dans la Zone Industrielle de Plan-les-Ouates, une friche de 8000m² au fond d'un trou. C'était un biotope où les graffeurs et les skaters cohabitaient avec les herbes folles et les batraciens. Parfois, les nuits d'été, des fêtes sauvages y avaient lieu.

Elle était née suite à l'échec d'un projet d'immobilier au début des années 1990. Depuis peu, c'est un partenariat public-privé qui a remplacé les flaques et les fleurs. Sur ces parcelles, la commune de Plan-les-Ouates a décidé de sous-traiter la gestion de ces équipements au profit d'un fond d'investissement anglais. Et d'un fringant député vert. Il fait bon être (éco-)capitaliste quand l'État est si généreux.

Ne pouvant souffrir la vue d'un terrain vide et sauvage au cœur de sa zone industrielle, la commune de Plan-les-Ouates l'a racheté en 2005 pour près de 5 millions de francs. Elle affirme alors vouloir y construire « un immeuble comprenant un parking public et privé, une caserne pour les pompiers, une crèche, [...] et, naturel-

lement, des locaux industriels pour des activités de biotechnologie » et lance un concours architectural. Le projet sélectionné, « Skylab » un bloc de béton de 26'700m², est présenté comme un modèle d'écologie et de collaboration entre entreprises privées et autorités publiques. Car si le terrain est acheté par la Commune, celle-ci cède ses droits de superficie à l'État en l'échange d'une rente. L'État procède de même avec un fonds d'investissement spécialisé dans l'immobilier - Rockspring. Celui-ci engage une entreprise générale pour bâtir l'immeuble. Grâce au rachat de la friche par la Commune, un fonds d'investissement devient donc propriétaire d'un énorme immeuble au cœur de la ZIPLO. Il va louer les surfaces à des entreprises. Et la commune va en racheter une partie en PPE.

Dans ces espaces que Plan-les-Ouates va acquérir, elle va installer une crèche et la caserne des pompiers. Et 188 m² supplémentaires vont être achetés pour y installer les activités de l'entreprise « Mobilité ». Celle-ci a été fondée en 2004 par

le conseiller national écologiste Antonio Hodgers qui en est toujours co-directeur en parallèle à sa carrière politique. L'entreprise vend du « conseil » en mobilité à des entreprises. À travers des « apéros co-voiturage », elle offre aux travailleurs la possibilité de rencontrer des camarades pour ne pas se farcir seuls les bouchons jusqu'à leur lieu de travail. Ces idées mobiles valent de l'argent mais elles ne changent rien à la situation. La zone a été pensée pour les voitures. Et plus on veut de travailleurs, plus il y aura de voitures. Ce n'est pas l'installation de milliers de logements de l'autre côté de la Route de Base qui va réduire ce trafic. Enfin, réjouissons-nous : Plan-les-Ouates aura une crèche et une caserne des pompiers. Certes, sous couvert du développement des services publics, ce sont surtout les clients du fonds d'investissement Rockspring qui jubilent. Et en toile de fond, un politicien vert aux dents longues se frotte aussi les mains.

Tout de même, quand on sait en profiter, la 'crise écologique' n'a pas que des mauvais côtés.



CHUUT, LA POLICE T'ÉCOUTE

Genève s'est révélée être la capitale suisse de la surveillance des communications. Avec 2217 écoutes téléphoniques et une moyenne de 60 heures écoutées pour 10'000 habitants en 2012, elle se place de loin devant tous les autres cantons. À ne pas en douter, cette sympathique pratique de police préventive va prendre encore de l'ampleur. Le Conseil fédéral se penche en ce moment sur la réforme de la loi sur les renseignements (Lrens) qui fournira d'avantage de moyens légaux au Service de renseignement de la Confédération (SRC). Et une modification de la loi cantonale sur la police (Lpol) a été approuvée en début 2013 par le Grand Conseil genevois, histoire d'autoriser les enquêtes anonymes et sous couverture (film, photos, GPS...) avant même l'ouverture d'une procédure judiciaire.

OCCUPER DES LOCAUX COMMERCIAUX, ...XUAIJREMOCXUACOC DE REPUCOOC

Au début du mois de février, le Service du Commerce communique que les bars de la Rue de l'École-de-Médecine devront fermer à minuit à cause du bruit provoqué par leurs clients. Les Jeunes Socialistes, en bons politicards, flairent que la piste des bars est rentable et convoquent une manifestation sur la Plaine de Plainpalais, histoire de satisfaire leur narcissisme compulsif, de se faire prendre en photo et de pouvoir parler d'eux-mêmes dans les médias. Tous les politiciens se jettent sur le pain béni de la décision du service du commerce. Même Eric Stauffer, chef du MCG, le parti de l'ordre et de la discipline, a le culot de lever la voix, sans que personne ne fronce un sourcil.

Le 2 mars 2013, la manif reste calme et

tranquille. Tout le monde boit des bières et chuchote quelques slogans à son voisin. Bon enfant. Les médias jubilent.

Quelques jours après, comme il était prévisible, le Service du Commerce revient sur sa décision et tout le monde est satisfait. Les mêmes partis politiques qui ont évacué *manu militari* les lieux alternatifs dans le passé se sont fait de la pub en tant que "défenseurs de la jeunesse". Les bobos, contents, s'assoient à nouveau sur leurs terrasses. Et les tenanciers ricanent avec la certitude d'être devenus intouchables.

Une trajectoire qui laisse pantois. En moins de dix ans, l'horizon des luttes est passé de la défense des lieux occupés, à la défense de la "culture alter-

native" (destruction d' Artamis, surcharge de l'Usine...), puis à la défense de la nuit (Moa, wittamix...) et enfin au combat pour les débits de boisson à 4 balles la bière. Il semble s'être passé un siècle depuis l'appel d'Intersquat à occuper les locaux commerciaux laissés vides. Aujourd'hui la seule perspective à Genève semble être celle de s'occuper de quelques locaux commerciaux.

On se fiche de la politique de la nuit et d'autres sottises de gestionnaires. Les manifs, on en fait pour bloquer les rues et casser la routine opprimente de cette ville-vitrine. Le 2 mars, à l'opposé, tout le monde est resté poli sur un trottoir.

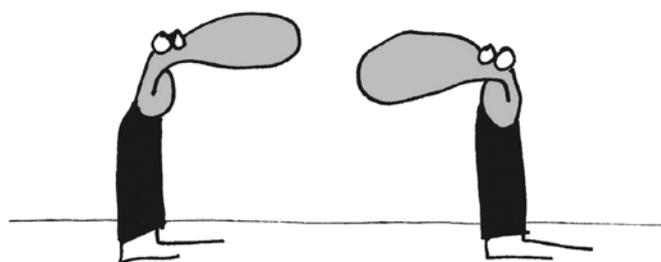
Tout autour, business as usual.



C'EST LA FÊTE AUX CONNARDS!

PHILIPPE BECQUELIN
VOUS ETES UN CON.

Qu'il s'agisse de nous ordonner de faire moins de bruit ou de célébrer le travail des contrôleurs des TPG, c'est toujours Philippe Becquelin, dit Mix & Remix, qui s'y colle. Pour son larbinage grassement payé au service de l'État et des médias de merde, nous lui offrons un dessin d'insulte.



NUISANCES ET LUTTE DES CLASSES

A Genève, il y a les bonnes nuisances et les mauvaises. Les premières boivent des bières sur les terrasses, sortent volontiers leur porte-monnaie, mettent des chemises cools et parlent de la soirée d'avant-hier. Les mauvaises ont souvent la peau foncée, s'en sortent comme elles peuvent, n'ont pas les bons papiers et n'ont pas les bons papas. C'est pour cela que, lorsque les riverains de Plainpalais se plaignent du bruit des bars, les médias s'efforcent de comprendre les fêtards, la police ferme un oeil et les politiques invitent la population à être plus compréhensive. C'est pour cela aussi que si, dans ce même quartier, quelqu'un dénonce les dealers ou les Roms qui zonent sur la Plaine, les médias parlent de fléau à abattre, la police cogne et les politiques s'insurgent. De ce que pensent les riverains, en réalité, personne n'en a rien à battre. Il s'agit juste de réaffirmer sans faille qui gagne la lutte des classes dans cette ville.

Grand jeu de solidarité avec nos confrères victimes des griffes de Tamedia :

Arrives-tu à trouver les différences entre les communiqués de presse de la Police cantonale et les faits divers de la Tribune de Genève ?

081. Bulletins journaliers du service de presse
Dimanche 30 septembre 2012

IL NE COMPREND PAS LA PRESENCE DE COCAÏNE DANS SON CALEÇON

Deux hommes nés respectivement en 1987/Guinée, domicilié en Argovie et 1990/Mauritanie, sans domicile fixe, ont été appréhendés pour infractions à la loi sur les Étrangers et loi sur les stupéfiants.

IVRE, SANS CASQUE, ELLE PREND LA FUITE EN SCOOTER

Une femme née en 1994, originaire de Suisse, domiciliée à Genève, a été appréhendée pour conduite d'un motocycle sans permis de conduire valable, conduite en état d'ébriété, vol d'usage et violation grave des règles de la circulation.

ARRESTATION

Ivre et sans casque, une jeune scootériste déclenche une course-poursuite

 La Suisse de 18 ans a pris la fuite lorsque les policiers ont tenté de l'interpeller. Arrêtée, elle reconnaît avoir bu trop de vodka et consommé du cannabis. Plus...
Par Julien Culet. Mis à jour le 30.09.2012 8 Commentaires

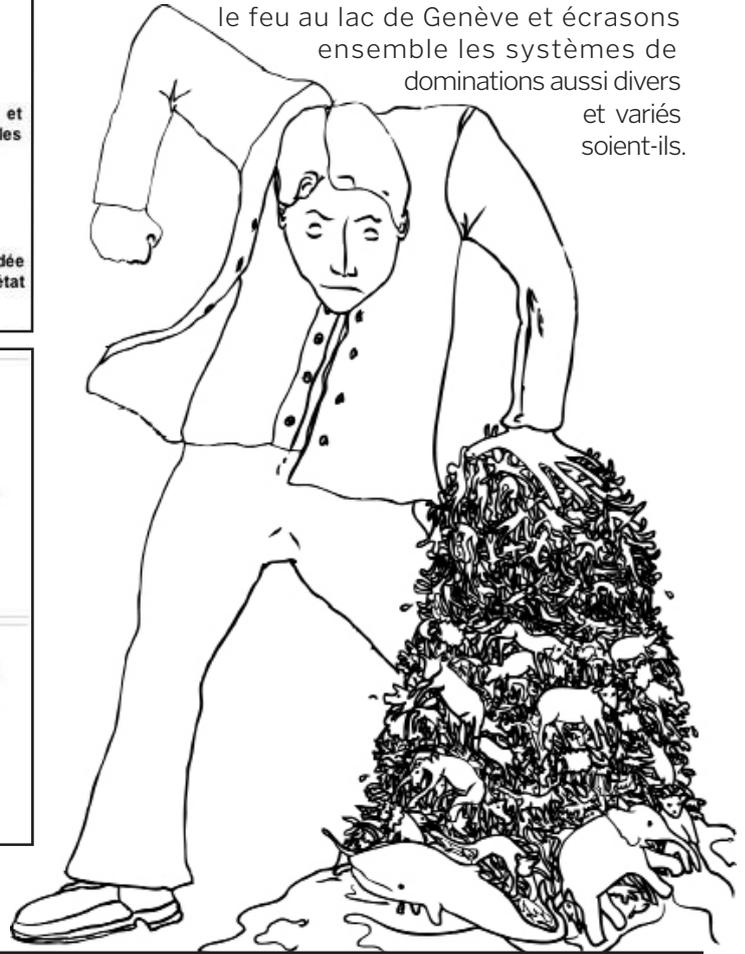
TRAFIC DE DROGUE

Il ne peut expliquer la présence de cocaïne dans son caleçon

 Les agents ont été appelés par des habitants de la rue de Berne. Après une courte fuite, deux hommes ont pu être arrêtés. Plus...
Par Julien Culet. Mis à jour le 30.09.2012 6 Commentaires

Parce que y'en a marre

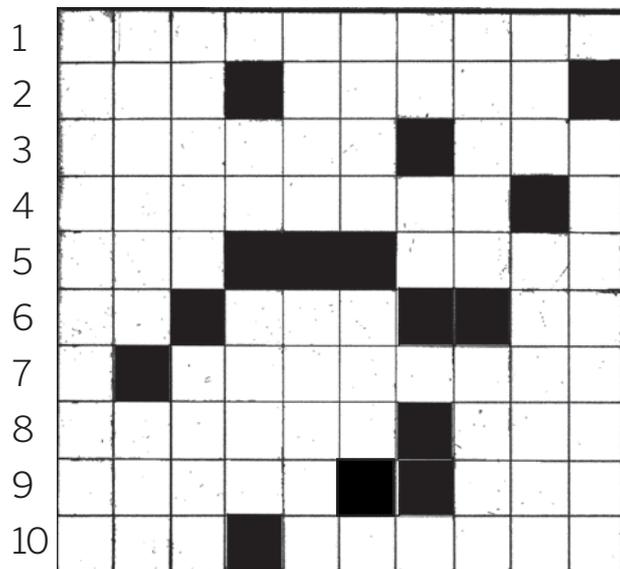
de se faire écraser et d'écraser. Faisons des mots croisés, allons nous baigner dans les piscines des bourgeois, cassons les caméras, plantons des patates, entartons les politiciens et les politiciennes, faisons la fête avec les grenouilles du trou, mettons le feu au lac de Genève et écrasons ensemble les systèmes de dominations aussi divers et variés soient-ils.



Écris-nous: esquive@riseup.net
ou visite notre blog: esquive.noblogs.org

MOT CROISÉ

A B C D E F G H I J



Vertical

- A. sourire
- B. utilisent quand ils sortent de boîte - chaleur
- C. pains indiens - conduit par un wattman
- D. déchiffré - demi-don
- E. traits de lumière - peuvent réssuciter
- F. s'est soumis - prénom hébreux
- G. noir et blanc - cotation d'alpiniste
- H. habitude enfantine - gros
- I. slogan écobourgeois - rassemble pour l'emeute
- J. royal

Horizontal

- 1. affronter un con
- 2. dans les brancards - religieux
- 3. botte d'Europe - nécessite plusieurs poubelles
- 4. infection hivernal/obstruction frontale
- 5. parti libéral Suisse - support à banderole
- 6. gagnant - ancienne poste - possessif
- 7. Billy the kid le fait
- 8. fantastique - accord
- 9. tout doux, tout blanc - direction du transport aérien
- 10. groupe de rap français - charnel

Labyrinthe

que tu peux pas te tromper mais que tu peux pas gagner non-plus.

